283 1956

SLT AUDIT ET CONSEIL
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
Au capital de 250.000 F
Siège social : 26, rue La Pérouse 75116 PARIS

Tal de COMMERCE de PARIS
N° dépôt
1 [illegible]
2575

RCS PARIS B 343 541 231

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU TRENTE ET UN AOUT MIL NEUF CENT QUATRE VINGT DIX HUIT

L'an mil neuf cent quatre vingt dix huit,

Le trente et un août,

A dix sept heures,

Les actionnaires de la société SLT AUDIT ET CONSEIL, société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 250.000 F divisé en 2 500 actions de 100 F chacune, dont le siège est à Paris 16ème, 26 rue La Pérouse, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, sur convocation du Directeur générale Unique selon lettre en date du 17 août 1998 remise en mains propres à chaque actionnaire.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émargée par chaque actionnaire présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire ; les pouvoirs des actionnaires représentés ont été annexés à la feuille de présence.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Gérard TUILLET, en sa qualité de Président du Conseil de surveillance.

Madame Assia QUYOLLET et Monsieur Michel PELLETIER, les deux actionnaires représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires le plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Madame Valérie DAGANNAUD est désignée comme secrétaire.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents ou représentés possèdent 2 500 actions sur les 2 500 actions ayant le droit de vote.

L'Assemblée, réunissant plus que le quorum de moitié requis par la loi, est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Monsieur Gils THEMINE, Commissaire aux comptes titulaire, régulièrement convoqué est absent mais excusé.

RECETTE PRINCIPALE DES IMPÔTS
PARIS 16ème – CHAILLOT
VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ
Le 23 NOV. 1998
Bord. 604 Case 3 F° 89
REÇU - Dt DE TIMBRE 456F
- Dts D'ENREGt 1500F
I P : 183F
Le Receveur Principal :

FACE ANNULÉE
Article 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant:

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport du Conseil de surveillance sur le projet de fusion, le changement de dénomination sociale et le transfert de siège,
- Lecture du rapport du Commissaire à la fusion sur l'évaluation des apports et sur les modalités de la fusion,
- Changement de dénomination sociale,
- Transfert de siège social,
- Approbation du projet de fusion prévoyant l'absorption des sociétés **PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES** et **TUILLET ASSOCIES** par la société **SLT AUDIT ET CONSEIL** ; approbation des apports, de leur évaluation et de leur rémunération ; augmentation du capital social,
- Affectation de la prime de fusion,
- Augmentation de capital par incorporation de la prime de fusion,
- Modifications corrélatives des statuts,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la copie des lettres de convocation adressées aux actionnaires,
- la copie et l'avis de réception de la lettre de convocation du commissaire aux comptes,
- la feuille de présence, les pouvoirs des actionnaires représentés, et la liste des actionnaires,
- les formulaires de vote par correspondance,
- un exemplaire des statuts de la Société,
- un exemplaire du projet de fusion avec ses annexes,
- les certificats de dépôt du projet de fusion aux greffes des Tribunaux de commerce de PARIS et NANTERRE,
- un exemplaire du journal d'annonces légales "LE PARISIEN" en date du 7 août 1998 portant publication de l'avis du projet de fusion pour les sociétés **SLT AUDIT ET CONSEIL,TUILLET ASSOCIES et PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES**,
- le rapport du Conseil de surveillance,
- le rapport du Commissaire à la fusion,
- le texte du projet des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée,

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux actionnaires et au Commissaire aux comptes ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est donné lecture du rapport du Conseil de surveillance, du projet de fusion, puis du rapport du Commissaire à la fusion.

Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

FACE ANNULÉE
Article 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1959

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil de Surveillance décide de modifier la dénomination de la société qui s'appellera **TUILLET ASSOCIES** à compter de ce jour et modifie en conséquence l'article 3 des statuts dont la rédaction sera la suivante :

ARTICLE 3 – DENOMINATION SOCIALE

La dénomination de la société est : **TUILLET ASSOCIES**

Le reste de l'article est sans modification.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

DEUXIEME SOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil de Surveillance, ratifie la décision prise par le conseil de surveillance en date du 14 Août 1998 de transférer le siège social du 26, rue La Pérouse – 75 116 PARIS au 27, rue Dumont d'Urville – 75 016 PARIS.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale,

- après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil de Surveillance et du rapport du Commissaire à la fusion, désigné par Monsieur le Président du Tribunal de commerce de PARIS,

- après avoir pris connaissance du projet de fusion, signé le 1er juillet 1998 avec les sociétés **TUILLET ASSOCIES**, société anonyme au capital de1.160.000 F, dont le siège est à Paris 16ème – 27, rue Dumont d'Urville, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de PARIS B 552 117 418, et **PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES**, société à responsabilité limitée au capital de F.50 000, dont le siège est à SAINT-CLOUD (92210) – 117, bureau de la Colline de Saint-Cloud, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de NANTERRE , sous le numéro B 379 084 684, aux termes duquel les sociétés **TUILLET ASSOCIES** et **PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES** font apport à titre de fusion à la société **SLT AUDIT ET CONSEIL** de la totalité de leur patrimoine. actif et passif,

approuve dans toutes ses dispositions la convention visée et, en conséquence :

- décide la fusion par voie d'absorption des sociétés **TUILLET ASSOCIES** et **PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES** par la société **SLT AUDIT ET CONSEIL**,

- approuve les apports effectués par les sociétés **TUILLET ASSOCIES** et **PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES** au titre de la fusion et l'évaluation qui en a été faite,

- approuve la rémunération de ces apports, les actions à créer devant être réparties à raison de 563 actions de **SLT AUDIT ET CONSEIL** pour les 500 parts sociales composant le capital social de **PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES** et d'autre part aux actionnaires de la société absorbée **TUILLET ASSOCIES** autres que **SLT AUDIT ET CONSEIL** à raison de 965 actions de **SLT AUDIT ET CONSEIL**.

FACE ANNULÉE
Article 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958

- décide l'augmentation de capital de la société **SLT AUDIT ET CONSEIL** qui en résulte,

- décide d'augmenter le capital social de 1.597 200 Francs par incorporation de la prime de fusion pour le passer de 402 800 F à 2 000.000 de Francs.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, par suite de l'adoption de la résolution qui précède, constate que le capital de la Société est augmenté de 152.800 F pour être porté de 250.000 F à 402.800 F, par la création de 1.528 actions de 100 F de valeur nominale chacune, entièrement libérées, qui seront réparties d'une part entre les associés de la société **PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES** à raison de 563 actions de **SLT AUDIT ET CONSEIL** pour les 500 parts composant le capital social de la société absorbée **PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES**, et d'autre part entre les actionnaires de **TUILLET ASSOCIES** autre que **SLT AUDIT ET CONSEIL** à raison de 965 actions de **SLT AUDIT ET CONSEIL**.

Ces 1 528 actions nouvelles, de même catégorie que les anciennes, porteront jouissance à compter rétroactivement du 1er septembre 1997 pour la société **TUILLET ASSOCIES** et du 1er octobre 1997 pour la société **PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES**, et seront à cette date complètement assimilées aux autres actions composant le capital de la société **SLT AUDIT ET CONSEIL**.

La différence entre la valeur nette des biens apportés (F. 3.590.352) et le montant correspondant aux droits non exercés par la société absorbante (F.1.517.635), augmenté de la valeur nominale globale des actions rémunérant cet apport (F. 152.800), s'élève à F. 1.919.917. Ce montant sera inscrit au passif du bilan à un compte intitulé "Prime de fusion" sur lequel porteront les droits des actionnaires anciens et nouveaux de la société absorbante.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris acte de l'approbation du projet de fusion par les Assemblées Générales Extraordinaires des actionnaires des sociétés **TUILLET ASSOCIES** et **PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES**, constate que les conditions auxquelles la fusion était subordonnée sont réalisées et que l'augmentation de capital résultant de l'apport-fusion se trouve définitivement réalisée.

Elle décide que la fusion par absorption des sociétés **TUILLET ET ASSOCIES** et **PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES** par la société **SLT AUDIT ET CONSEIL** est définitive et prendra effet à l'issue de la présente assemblée, les sociétés **TUILLET ASSOCIES** et **PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES** étant de ce fait dissoutes, sans liquidation.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire. après avoir entendu la lecture du rapport du conseil de surveillance, décide d'augmenter le capital social de 1.597.200 F. pour le porter de 402 800 F à 2.000.000 F, par voie d'incorporation de la prime de fusion à due concurrence.

Cette augmentation est réalisée par la création de 15 972. actions d'un montant nominal de 100 Francs chacune. attribuées gratuitement aux actionnaires.

FACE ANNULÉE
Article 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958

Les actions nouvelles revêtiront la forme nominative. Elles porteront jouissance à compter du 1er Septembre 1998 et seront assimilées aux actions anciennes après paiement à celles-ci du dividende afférent à l'exercice clos au 31 Août 1998.

L'assemblée générale extraordinaire décide que si cette attribution laisse apparaître des rompus, les actionnaires devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires pour obtenir la délivrance d'un nombre entier d'actions.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIME RESOLUTION

L'Assemblée générale comme conséquence des résolutions qui précédent, décide de modifier l'article 6 des statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

"ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social était fixé à l'origine à la somme de soixante mille francs (60.000 Francs). Il a été porté le 31 Mars 1997 au montant de deux cent cinquante mille francs (250.000 Francs) par incorporation de réserves pour cent cinquante mille francs (150.000 Francs) et par apport en numéraire pour quarante mille francs (40.000 Francs).

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire du 31 Août 1998 suite :

- d'une part à l'absorption par la société **SLT AUDIT ET CONSEIL** des sociétés **TUILLET ASSOCIES** et **PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES** le capital social a été porté à la somme de quatre cent deux mille huit cents francs (402 800 Francs).
- d'autre part à l'augmentation de capital par incorporation de la prime de fusion de 1.597 200 Francs.

Le capital social est fixé à la somme de Deux millions de Francs (2 000 000 Francs). Il est divisé en vingt mille actions (20 000 actions) de cent francs (100 Francs) chacune, de catégorie A, B et C."

Le reste de l'article est sans modification

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée donne tous pouvoirs au Directeur Général Unique à l'effet de poursuivre la réalisation définitive des opérations d'apport et de fusion par lui-même ou par un mandataire désigné par lui et de procéder aux formalités relatives à l'augmentation de capital, et en conséquence :

- de réitérer, si besoin est et sous toutes formes, les apports effectués à la société absorbante, établir tous actes confirmatifs (déclarations de régularité), complémentaires ou rectificatifs qui pourraient être nécessaires, accomplir toutes formalités utiles pour faciliter la transmission du patrimoine des sociétés **TUILLET ASSOCIES** et **PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES** à la société **SLT AUDIT ET CONSEIL**.

- de remplir toutes formalités, faire toutes déclarations auprès des administrations concernées, ainsi que toutes significations et notifications à quiconque ; en cas de difficulté, engager ou suivre toutes instances.

FACE ANNULÉE
Article 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1959

- aux effets ci-dessus, signer toutes pièces, tous actes et documents, élire domicile, substituer et déléguer dans la limite des présents pouvoirs, et faire tout ce qui sera nécessaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie, ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée à dix neuf heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le Président

Gérard TUILLET

Les Scrutateurs

Assia Ouyollet

Michel Pelletier

Le Secrétaire

Valérie Dagannaud

FACE ANNULÉE
Article 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958

DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE

Les soussignés :

1° Monsieur PELLETIER Michel demeurant 52, avenue Pierre Brossolette - 94 300 VINCENNES, agissant en qualité de Directeur Général Unique de la société SLT AUDIT ET CONSEIL, société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 250 000 Francs, dont le siège social est 27, rue Dumont D'Urville – 75 116 PARIS, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro B 343 541 231, en vertu d'une procuration sous seing privé en date à PARIS du 1er Septembre 1998;

2° Monsieur PELLETIER Michel demeurant 52, avenue Pierre Brossolette - 94 300 VINCENNES, agissant en qualité de Président directeur Général de la société TUILLET ASSOCIES, société anonyme, au capital de 1.160.000 Francs, dont le siège social est 27, rue Dumont D'Urville – 75 116 PARIS, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro B 552 117 418, en vertu d'une procuration sous seing privé en date à PARIS du 1er Septembre 1998,

3° Monsieur GAUTIER Philippe demeurant 117, bureaux de la Colline de Saint Cloud – 92 210 SAINT CLOUD, agissant en qualité de gérant de la société PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES, société à responsabilité limitée au capital de 50 000 Francs, dont le siège social est117, bureaux de la Colline de Saint Cloud – 92 210 SAINT CLOUD, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de NANTERRE sous le numéro B 379 084 684, en vertu d'une procuration sous seing privé en date à NANTERRE du 1er Septembre 1998.

Relatent à l'appui de la demande d'inscription modificative qu'ils déposent au RCS :

1. Les sociétés SLT AUDIT ET CONSEIL, TUILLET ASSOCIES ET PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES ayant envisagé le principe de leur fusion, le conseil d'administration du 1er Juillet 1998 pour la société TUILLET ASSOCIES, le conseil de surveillance du 1er Juillet 1998 pour la société SLT AUDIT ET CONSEIL et l'Assemblée générale Extraordinaire pour la société PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES du 30 Juin 1998 ont arrêté le projet de fusion entre les trois sociétés.

2. Ce projet a été signé par le directeur Général Unique de la société SLT AUDIT ET CONSEIL, par le Président Directeur Général de la société TUILLET ASSOCIES et part le gérant de la société PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES par acte sous seing privé du 1er Juillet 1998. Il contenait les mentions prescrites par l'article 254 du décret du 23 mars 1967. Il précisait que la société SLT AUDIT ET CONSEIL détenant une participation dans la société TUILLET ASSOCIES, elle renonçait à l'augmentation de capital correspondant à cette participation et limitait ladite augmentation à ce qui était nécessaire à la rémunération des actionnaires de la société TUILLET ASSOCIES autres qu'elle-même. Le projet disposait en outre que la société TUILLET ASSOCIES et PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES seraient dissoutes de plein droit, et sans liquidation, du seul fait et au jour de la réalisation définitive de la fusion.

3. Sur requête conjointe du Directeur Général Unique de la société SLT AUDIT ET CONSEIL, par le Président Directeur Général de la société TUILLET ASSOCIES et part le gérant de la société PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES, M. le Président du tribunal de commerce de PARIS, par ordonnance du 8 Juillet 1998., a désigné Monsieur NAHUM William demeurant 9, rue Pierre Le Grand – 75 008 PARIS en qualité de commissaire à la fusion.

4. Un original du projet de fusion a été déposé au greffe de PARIS le 29 Juillet 1998 pour les sociétés TUILLET ASSOCIES et SLT AUDIT ET CONSEIL et au greffe de NANTERRE , le 29 Juillet 1998 pour la société PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES

5. Avis du projet de fusion a été publié par LE PARISIEN le 7 Août 1998 pour les sociétés SLT AUDIT ET CONSEIL, TUILLET ASSOCIES et PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES.

La publication de ces avis n'a été suivie d'aucune opposition.

6. L'ensemble des documents devant être mis à disposition des actionnaires au siège social des trois, l'ont été pour les société TUILLET ASSOCIES, PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES et SLT AUDIT ET CONSEIL.

7. Le rapport du commissaire à la fusion sur les apports en nature a été déposé au greffe du Tribunal de commerce de PARIS (ressort de la société SLT AUDIT ET CONSEIL), le 3 Août 1998.

8. L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société TUILLET ASSOCIES du 31 Août 1998 et l'assemblée générale des associés de la société PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES du 31 Août 1998 ont approuvé le projet de fusion avec la société SLT AUDIT ET CONSEIL, et ont décidé la dissolution anticipée, sans liquidation, au jour de la fusion décidée par la société SLT AUDIT ET CONSEIL et de l'augmentation corrélative par celle-ci de son capital.

9. L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société SLT AUDIT ET CONSEIL du 31 Août 1998 a approuvé le projet de fusion et décidé l'augmentation correspondante de son capital nécessaire à la rémunération des actionnaires de TUILLET ASSOCIES autres qu'elle-même. Elle a constaté la réalisation de la fusion et la dissolution de la société TUILLET ASSOCIES et PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES. Elle a, corrélativement, modifié les statuts.

10. L'avis de dissolution de la société TUILLET ASSOCIES a été publié par LES AFFICHES PARISIENNES du 21, 22, 23 novembre 1998.

11. L'avis de dissolution de la société PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES a été publié par LES AFFICHES PARISIENNES du 21, 22, 23 novembre 1998.

L'avis de réalisation de la fusion et de l'augmentation de capital de la société SLT AUDIT ET CONSEIL a été publié au journal LES AFFICHES PARISIENNES du 10.11/12/98

En conséquence des déclarations qui précèdent, les soussignés, tant en leur nom personnel que comme mandataires, affirment que la fusion par absorption des sociétés TUILLET ASSOCIES et PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES a été réalisée conformément à la loi et aux règlements, qu'il en a été de même de l'augmentation de capital de la société SLT AUDIT ET CONSEIL ; qu'enfin les sociétés TUILLET ASSOCIES et PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES sont définitivement et régulièrement dissoutes, sans liquidation.

Avec deux originaux de la présente déclaration, ils déposent :

- un original du mandat ;
- deux originaux du traité de fusion et de ses annexes ;
- un original du rapport du commissaire à la fusion sur les modalités de la fusion et sur les apports en nature ;
- deux copies certifiées du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société TUILLET ASSOCIES;
- deux copies certifiées du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES;
- deux copies certifiées du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société SLT AUDIT ET CONSEIL
- un exemplaire des journaux d'annonces légales;
- deux copies certifiées conformes des statuts mis à jour de la société SLT AUDIT ET CONSEIL;
- un formulaire M3 pour la société SLT AUDIT ET CONSEIL;
- un formulaire M4 pour les sociétés TUILLET ASSOCIES et PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES.

Fait à PARIS, le 31/8/98
en ...SIX... originaux.

TUILLET
Associés

Philippe Gautier et Associés

SLT AUDIT ET CONSEIL
Société Anonyme à Directoire
et Conseil de Surveillance
Au capital de 250.000 F
Siège social : 26, rue La Pérouse 75116 PARIS

RCS PARIS B 343 541 231

MANDAT

Les soussignés :

Monsieur Gérard TUILLET, Président et membre du conseil de surveillance
Madame Assia QUYOLLET, membre du conseil de surveillance
Monsieur Yves BESCOND, membre du conseil de surveillance

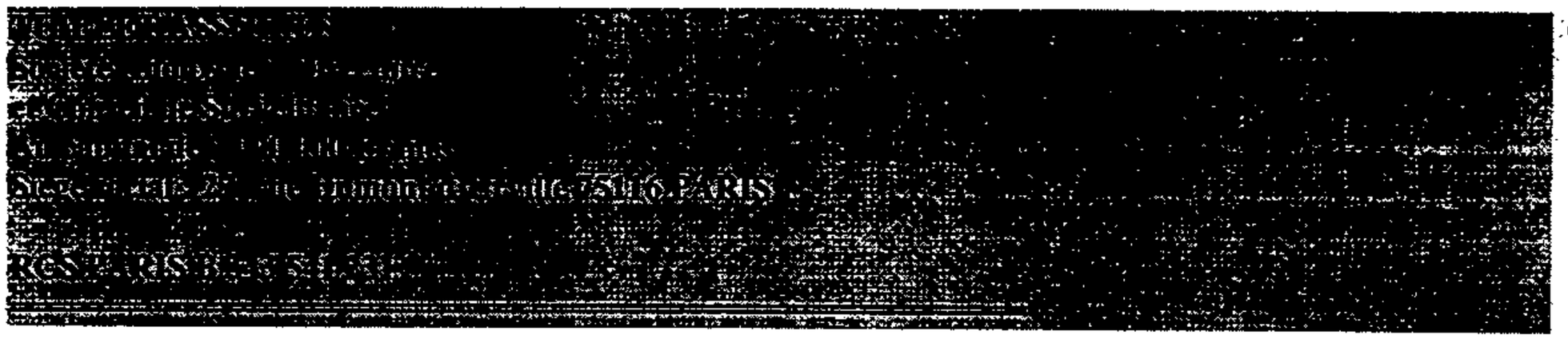
Agissant en qualité de membres du conseil de surveillance de la société SLT AUDIT ET CONSEIL, société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 250 000 Francs, dont le siège social est 26, rue La Pérouse – 75 116 PARIS, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro B 343 541 231

Constituent pour leur mandataire :

Monsieur Michel PELLETIER demeurant 52, avenue Pierre Brossolette – 94 300 VINCENNES, Directeur Général Unique de ladite société,

A l'effet de signer pour leur compte la déclaration établie en application de l'article 374, alinéa 3, de la loi du 24 juillet 1966, relatant le déroulement de la fusion-absorption des sociétés TUILLET ASSOCIES et PHILIPPE GAUTIER ET ASSOCIES par la société SLT AUDIT ET CONSEIL, ainsi que ses conséquences pour la société, et affirmant que l'opération a été réalisée en conformité de la loi et des règlements.

Fait à PARIS, le 30 Novembre 1998

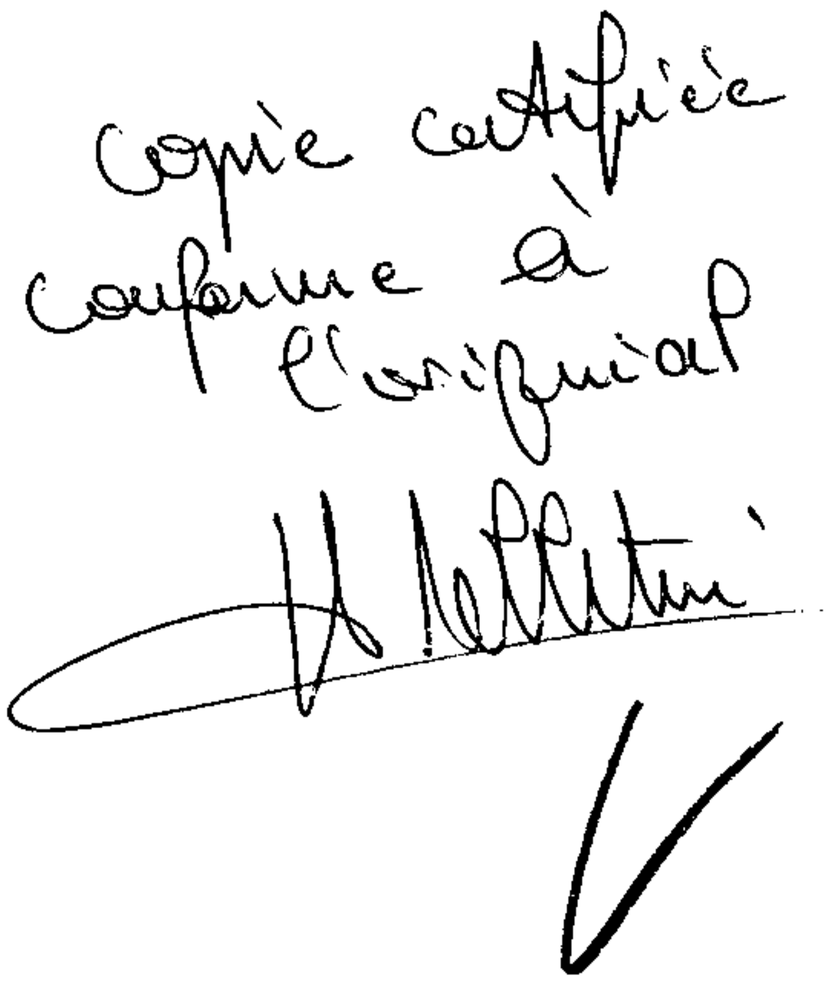


STATUTS

MIS A JOUR AU 31 AOUT 1998

Pour copie certifiée conforme

Le Directeur Général Unique



TUILLET ASSOCIES
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
Au capital de 2 000 000 Francs
Siège social : 27 rue Dumont d'Urville 75116 PARIS

RCS PARIS B 343 54 2 51

STATUTS

ARTICLE 1 – FORME

Il a été formé, par acte sous seing privé en date du vingt huit décembre 1987, une société à responsabilité limitée transformée par décision de l'assemblée générale extraordinaire du dix neuf décembre 1997 en société anonyme.

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 30 Juin 1998, la société anonyme à conseil d'administration a été transformée en société anonyme à directoire et conseil de surveillance.

Elle est régie par les présents statuts et les lois en vigueur, notamment par les textes législatifs et réglementaires régissant la profession d'expert comptable et celle de commissaire aux comptes.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

- l'exercice de la profession d'expert comptable, telle qu'elle est définie par les textes législatifs et réglementaires ;
- l'exercice de la profession de commissaire aux comptes dans les conditions prévues par les textes législatifs et réglementaires ;
- la réalisation de toutes opérations compatibles avec l'objet précité ;
- la participation à toutes autres sociétés d'expertise comptable ou entreprises de comptabilité, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, souscription ou achat de droits ou titres, fusion dans le cadre des textes législatifs et réglementaires ;
- et plus généralement, toutes autres opérations mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus défini.

ARTICLE 3 – DENOMINATION SOCIALE

La dénomination de la Société est : TUILLET ASSOCIES.

Tous les actes et documents émanant de la Société doivent mentionner la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "société anonyme" ou des initiales "S.A.", "à directoire et conseil de surveillance", et de la mention du capital social, de l'indication du Tableau de la circonscription de l' Ordre des Experts Comptables et des Comptables agréés où elle est inscrite et de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes à laquelle elle appartient.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à PARIS 16ème, 27, rue Dumont d'Urville.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du Conseil de surveillance, sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Le Directoire peut créer, transférer et supprimer tous établissements, agences, et succursales partout où il le jugera utile.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à Quatre vingt dix neuf années, à compter du Vingt huit décembre mil neuf cent quatre vingt dix sept, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social était fixé à l'origine à la somme de soixante mille francs (60 000 Francs). Il a été porté le 31 Mars 1997 au montant de deux cent cinquante mille francs (250 000 Francs) par incorporation de réserves pour cent cinquante mille francs (150 000 francs) et par apport en numéraire pour quarante mille francs (40 000 Francs).

Aux termes d'une Assemblée Générale extraordinaire du 31 Août 1998 suite : d'une part à l'absorption par la société SLT AUDIT ET CONSEIL des sociétés TUILLET ASSOCIES et GAUTIER ET ASSOCIES le capital social a été porté à la somme de quatre cent deux mille huit cents francs (402 800 Francs), d'autre part à l'augmentation de capital par incorporation de la prime de fusion de 1.597.200 Francs.

Le capital social est donc fixé à la somme de deux millions de francs (2.000.000 F). Il est divisé en vingt mille actions (20.000 actions) de cent francs (100 Francs) chacune, de catégorie A, B et C.

. Actions de catégorie A :
Les titulaires d'actions de catégorie A sont nécessairement des experts comptables inscrits à l'Ordre et/ou des Commissaires aux comptes inscrits à la Compagnie et exerçant à temps plein leur activité professionnelle dans la société SLT AUDIT ET CONSEIL.

. Actions de catégorie B
Les titulaires d'actions de catégorie B sont des collaborateurs non titulaires du diplôme d'expertise comptable mais susceptibles ou en voie de l'obtenir et exerçant leur activité dans la société SLT AUDIT ET CONSEIL

. Actions de catégorie C

Les titulaires d'actions de catégorie C sont des collaborateurs ou non de la société SLT AUDIT ET CONSEIL qui n'ont pas vocation à devenir expert comptable mais susceptibles, par leur compétence et leur activité, de favoriser le développement de la société.

Les actions de catégorie A détenues par les experts comptables et/ou commissaires aux comptes inscrits auprès des instances ordinales, doivent toujours représenter un pourcentage du capital social de la société SLT AUDIT ET CONSEIL répondant aux exigences des dispositions légales et réglementaires régissant les sociétés ayant pour objet l'activité d'expertise comptable et de commissariat aux comptes.

Aucune mutation à titre gratuit ou onéreux ne pourra contrevenir à cette règle.

ARTICLE 7 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

1 - Le capital social peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévus par la loi.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule compétente pour décider, sur le rapport du Directoire, une augmentation de capital.

Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel. Si l'Assemblée Générale le décide expressément, ils bénéficient également d'un droit de souscription à titre réductible.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

2 - La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui peut déléguer au Directoire tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la Société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le Tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

3 - Le capital social pourra être amorti en application des articles 209 et suivants de la loi du 24 juillet 1966.

ARTICLE 8 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Directoire dans le délai de cinq ans, soit à compter de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés, soit à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque actionnaire.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 9 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de l'actionnaire dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

ARTICLE 10 - TRANSMISSION DES ACTIONS

1 - Les transmission des actions ne peut s'opérer à l'égard des tiers et de la société que par virement de compte à compte. Seules les actions libérées des versements exigibles peuvent être admises à cette formalité.

En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

2 - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et du cessionnaire si les actions ne sont pas entièrement libérées. L'ordre de mouvement est enregistré le jour même de sa réception sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

La Société peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier public ou un maire sauf dispositions législatives contraires.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur le registre des mouvements sur justification de la mutation dans les conditions légales.

3 – Toutes cessions ou mutations d'actions au profit d'une personne ayant déjà la qualité d'actionnaire, s'effectuent librement sous réserve qu'elles ne portent pas atteinte aux règles énoncées à l'article 6 concernant les quotités d'actions que doivent détenir les professionnels, experts comptables et commissaires aux comptes.

Toutes autres transmissions, à quelque titre que ce soit, alors même qu'elles ne porteraient que sur la nue propriété ou l'usufruit, doivent être autorisées par le Conseil de surveillance, conformément aux dispositions de l'article 7-1 de l'ordonnance du 19 Septembre 1945 et de l'article 218 de la loi du 24 Juillet 1996.

3 – Principes applicables aux mutations concernant chaque catégorie d'actions :

- **Transmission des actions de catégorie A :**

Toute mutation à titre gratuit ou onéreux d'actions de catégorie A ne peut être effectuée qu'au profit d'actionnaires de catégorie A, d'actionnaires ou de tiers remplissant les conditions pour détenir des actions de catégorie A.

- **Transmission des actions de catégorie B :**

Toute mutation à titre gratuit ou onéreux d'actions de catégorie B ne peut être effectuée qu'au profit d'actionnaires de catégorie B ou de catégorie A, ou à des tiers remplissant les conditions pour détenir des actions de catégorie B ou de catégorie A.

- **Transmission des actions de catégorie C :**

Toute mutation à titre gratuit ou onéreux d'actions de catégorie C ne peut être effectuée qu'au profit d'actionnaires de catégorie C, catégorie B, catégorie A, ou à des tiers.

. Procédure applicable aux mutations d'actions quelle que soit la catégorie

Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, la cession d'actions à un tiers non actionnaire à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément du Conseil de surveillance dans les conditions décrites ci-après.

En cas de transmission entre vifs, le cédant doit adresser à la Société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert. Elle doit être accompagnée d'une attestation d'inscription en compte des actions dont la cession est projetée.

La décision d'acceptation doit être prise à la majorité des deux tiers des membres du Conseil de surveillance présents ou représentés, le cédant, s'il est membre dudit Conseil, ne prenant pas part au vote.

La décision n'est pas motivée. L'agrément résulte, soit d'une notification par lettre recommandée, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

Si la Société n'agrée pas le cessionnaire proposé et si le cédant ne renonce pas à son projet de cession, le Directoire est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par un ou plusieurs actionnaires, soit par un ou plusieurs tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

Le prix d'achat est fixé d'accord entre les parties. En cas de désaccord, le prix est déterminé par un expert, conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

En cas de mutation par décès, les dispositions du paragraphe « Procédure applicable aux mutations d'actions quelle que soit la catégorie » s'appliquent aux héritiers et ayants droit du titulaire des actions lorsqu'ils doivent être agréés comme actionnaires ; ces héritiers et ayants droits sont tenus de présenter toutes justifications de leur qualité. Le refus d'agrément ne leur laisse, à défaut d'accord sur le prix, que la possibilité de demander l'expertise.

Si, à l'expiration du délai de trois mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'actionnaire cédant et le cessionnaire dûment appelés.

La cession au nom du ou des acquéreurs désignés est régularisée par un ordre de virement signé du Président du Directoire, sans qu'il soit besoin de celle du titulaire des actions. Avis est donné au cédant, dans les huit jours de la détermination du prix, d'avoir à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession, qui n'est pas productif d'intérêts.

4 - Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cession à un tiers, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, même aux adjudications publiques en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission. Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire.

Toute admission d'un nouvel actionnaire étant soumise à l'agrément du Conseil de surveillance, conformément aux dispositions de l'article 7-4 de l'ordonnance du 19 Septembre 1945 et de l'article 218 de la loi du 24 Juillet 1966, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement d'actions ne peut emporter à l'avance l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des actions nanties.

ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1 - Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

En outre, elle donne le droit de participer aux assemblées générales et au vote des résolutions dans les conditions légales et statutaires, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2 - Les actionnaires sont responsables du passif social dans la limite du montant nominal des actions qu'ils possèdent.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

Les héritiers, ayants droit ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Assemblée Générale.

3 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

ARTICLE 12 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS - NUE-PROPRIETE - USUFRUIT

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce, statuant en référé, à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 - Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux assemblées générales. En ce cas, la convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

ARTICLE 13 – EXCLUSION D'UN ACTIONNAIRE

. Exclusion d'un actionnaire exerçant la profession d'expert comptable ou commissaire aux comptes

Le professionnel actionnaire radié du tableau des experts comptables ou de la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société, à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive.

Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses actions afin que soient maintenues les quotités exigées par la réglementation pour la participation des professionnels dans le capital.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses actions, ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres actionnaires.

Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

. Exclusion d'un actionnaire non professionnel

L'exclusion d'un actionnaire non professionnel pourra être décidée par l'assemblée générale extraordinaire selon les conditions et modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, ainsi que par la jurisprudence.

L'exclusion peut être prononcée pour des motifs graves et notamment :

- violation des statuts,
- le fait de nuire ou de tenter de nuire à la société ;
- action ou comportement de nature déloyale à l'égard de la société ou de ses associés, ou contraire à l'intérêt social ;
- à défaut de règlement des sommes dues à la société, un mois après une sommation de payer faite par lettre recommandée avec avis de réception, demeurée infructueuse.

L'actionnaire dont l'exclusion est envisagée doit avoir eu la possibilité de faire valoir ses moyens de défense.

Il devra être convoqué à l'assemblée générale extraordinaire.

Si l'exclusion est votée, elle sera immédiatement exécutoire et sera notifiée à l'intéressé par lettre recommandée avec avis de réception.

L'actionnaire exclu doit céder immédiatement les actions qu'il détient ; le prix de cession sera égal au montant des capitaux propres (ligne DL de la liasse fiscale 2051) figurant au dernier bilan de la société approuvé au jour de l'exclusion, divisé par le nombre d'actions composant le capital social et multiplié par le nombre d'actions détenues par l'actionnaire exclu et qui feront l'objet de la cession.

ARTICLE 14 - DIRECTOIRE - COMPOSITION

1 - La Société est dirigée par un Directoire qui exerce ses fonctions sous le contrôle d'un Conseil de surveillance.

Le Directoire est composé de UN membre nommé par le Conseil de surveillance.

Le nombre des membres du directoire peut être porté à sept, si les actions de la Société viennent à être admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs.

Toutefois, si le capital n'atteint pas un million de francs, une seule personne peut être désignée par le Conseil de surveillance pour exercer les fonctions dévolues au Directoire avec le titre de Directeur général unique.

Toutes les dispositions des présents statuts visant le Directoire s'appliquent au Directeur général unique à l'exclusion de celles qui postulent la collégialité du Directoire.

2 - Les membres du Directoire sont obligatoirement des personnes physiques qui peuvent être choisis en dehors des actionnaires, même parmi le personnel salarié de la Société.

Si un membre du Conseil de surveillance est nommé au Directoire, son mandat au Conseil prend fin dès son entrée en fonction.

Sous réserve des exceptions légales, nul ne peut appartenir simultanément à plus de deux Directoires, ni exercer les fonctions de Directeur général unique ou de Président du Conseil d'Administration dans plus de deux sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine.

Un membre du Directoire ne peut accepter d'être nommé au Directoire ou Directeur général unique d'une autre société, sans y avoir été autorisé par le Conseil de surveillance.

3 - Tout membre du Directoire peut être révoqué par l'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du Conseil de surveillance.

Au cas où l'intéressé aurait conclu avec la Société un contrat de travail, la révocation de ses fonctions de membre du Directoire n'a pas pour effet de résilier ce contrat.

4 - Le mode et le montant de la rémunération de chacun des membres du Directoire sont fixés par le Conseil de surveillance dans l'acte de nomination.

Toutefois, le ou les membres du directoire doivent obligatoirement être commissaires aux comptes et experts comptables inscrits au tableau de l'Ordre des Experts comptables et des Comptables agréés.

ARTICLE 15 - DUREE DES FONCTIONS

Le Directoire est nommé pour une durée de DEUX ans, à l'issue de laquelle il est entièrement renouvelé. En cas de vacance, le Conseil de surveillance doit pourvoir au remplacement du poste vacant dans un délai de deux mois, pour le temps qui reste à courir jusqu'au renouvellement du Directoire.

Les membres du Directoire sont toujours rééligibles.

Nul ne peut être nommé membre du Directoire s'il est âgé de plus de 85 ans. Le membre du Directoire en fonction venant à dépasser cet âge est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine réunion du Conseil de surveillance.

ARTICLE 16 - ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU DIRECTOIRE

1 - Le Conseil de surveillance confère à l'un des membres du Directoire la qualité de Président.

Le Directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation de son Président ou de la moitié de ses membres, au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Le directeur unique en tant que seul membre du directoire, exercera les fonctions de directeur général unique de la société.

Le Président du Directoire préside les séances et nomme un secrétaire qui peut être choisi en dehors de ses membres.

Pour la validité des délibérations, la présence effective de la moitié au moins des membres est nécessaire.

Les décisions doivent être prises à la majorité des membres composant le Directoire, le vote par représentation étant interdit.

En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

2 - Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial et signés par les membres du Directoire ayant pris part à la séance.

Le procès-verbal mentionne le nom des membres présents et celui des membres absents.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du Directoire ou par un de ses membres, et, en cours de liquidation, par le liquidateur.

3 - Les membres du Directoire peuvent répartir entre eux les tâches de direction avec l'autorisation du Conseil de surveillance. Toutefois, cette répartition ne peut en aucun cas dispenser le Directoire de se réunir et de délibérer sur les questions les plus importantes de la gestion de la Société, ni avoir pour effet de retirer au Directoire son caractère d'organe assurant collégialement la direction générale de la Société.

ARTICLE 17 - POUVOIRS ET OBLIGATIONS DU DIRECTOIRE

1 - Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus à l'égard des tiers pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément au Conseil de surveillance et aux Assemblées d'actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Directoire qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

La cession d'immeubles par nature, la cession totale ou partielle de participations, la constitution de sûretés ainsi que les cautions, avals et garanties font l'objet d'une autorisation du Conseil de surveillance. Le non-respect de cette disposition n'est opposable aux tiers que dans les cas prévus par la loi.

Toutefois, à titre de mesure interne non opposable aux tiers, les prêts, les emprunts, les achats, échanges et ventes d'établissements commerciaux, les achats et échanges d'immeubles, la constitution de sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, ainsi que toute prise de participation dans ces sociétés, doivent être préalablement autorisées par le Conseil de surveillance.

En cas de refus du Conseil d'autoriser une des opérations visées ci-dessus, le Directoire peut, s'il le juge utile, convoquer extraordinairement une Assemblée Générale Ordinaire qui pourra accorder l'autorisation en cause et tirer toutes conséquences du différend surgi entre les organes sociaux.

Le Directoire convoque les Assemblées Générales, fixe leur ordre du jour et exécute leurs décisions.

2 - Une fois par trimestre au moins, le Directoire présente un rapport au Conseil de surveillance. Dans les trois mois de la clôture de chaque exercice, il lui présente, aux fins de vérification et de contrôle, les comptes annuels, et, le cas échéant, les comptes consolidés.

3 - Le Président du Directoire représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

Le Conseil de surveillance peut attribuer le même pouvoir de représentation à un ou plusieurs membres du Directoire qui portent alors le titre de Directeur général.

Les actes engageant la Société vis-à-vis des tiers doivent porter la signature du Président du Directoire ou de l'un des Directeurs Généraux ou de tout fondé de pouvoirs dûment habilité à cet effet.

ARTICLE 18 - CONSEIL DE SURVEILLANCE

1 - Le Conseil de surveillance est composé de trois membres au moins et de douze membres au plus sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

Les membres, personnes physiques ou morales, sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, parmi ses membres. En cas de fusion ou de scission, la nomination peut être faite par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Aucun membre du Conseil de surveillance ne peut faire partie du Directoire.

Les personnes morales nommées au Conseil de surveillance sont tenues de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations que s'il était membre du Conseil en son nom propre.

Le mandat du représentant permanent lui est donné pour la durée du mandat de la personne morale qu'il représente. En cas de décès, de démission ou de révocation du représentant permanent, la personne morale doit le notifier sans délai à la Société, par lettre recommandée, et donner l'identité du nouveau représentant permanent.

2 - La durée des fonctions des membres du Conseil de surveillance est de DEUX ans, expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

Ils sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'Assemblée Générale Ordinaire.

Le nombre des membres du Conseil de surveillance ayant atteint l'âge de 85 ans ne pourra être supérieur au tiers des membres du Conseil de surveillance en fonction.

3 - Chaque membre du Conseil de surveillance doit être propriétaire de UNE action.

Si, au jour de sa nomination, un membre du Conseil de surveillance n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis, ou si, en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office, s'il n'a pas régularisé sa situation dans le délai de trois mois.

4 - En cas de vacance, par décès ou par démission, d'un ou plusieurs sièges, le Conseil de surveillance peut, entre deux Assemblées Générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Les nominations provisoires effectuées par le Conseil de surveillance sont soumises à la ratification de l'Assemblée Générale Ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le Conseil n'en demeurent pas moins valables.

Le membre nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonctions que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Si le nombre des membres du Conseil de surveillance devient inférieur à trois, le Directoire doit convoquer immédiatement l'Assemblée Générale Ordinaire en vue de compléter l'effectif.

ARTICLE 19 - ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

1 - Le Conseil de surveillance élit parmi ses membres un Président et un Vice-Président, personnes physiques, qui sont chargés de convoquer le Conseil et d'en diriger les débats. Ils sont nommés pour la durée de leur mandat au Conseil de surveillance. Le Conseil détermine, le cas échéant, leur rémunération.

Le Conseil peut nommer un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

2 - Le Conseil se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

Toutefois, le Président doit convoquer le Conseil à une date qui ne peut être postérieure à quinze jours, lorsqu'un membre au moins du Directoire ou le tiers au moins des membres du Conseil de surveillance lui présentent une demande motivée en ce sens.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Tout membre du Conseil peut donner, par lettre ou par télégramme, mandat à un autre conseiller de le représenter à une séance du Conseil.

La présence effective de la moitié au moins des membres du Conseil est nécessaire pour la validité des opérations.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque membre présent ou représenté disposant d'une voix et chaque membre présent ne pouvant disposer que d'un seul pouvoir.

Toutefois, lorsque le Conseil de surveillance est appelé à statuer sur un projet de cession d'actions à un tiers, la décision doit être prise à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés, le cédant, s'il est membre du Conseil, ne prenant pas part au vote.

En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

3 - Il est tenu un registre de présence qui est signé par les membres du Conseil participant à la séance.

Les délibérations du Conseil de surveillance sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial tenu au siège social. Les copies ou extraits de procès-verbal des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

ARTICLE 20 - POUVOIRS ET ATTRIBUTIONS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la Société par le Directoire.

Il nomme les membres du Directoire, en désigne le Président et, éventuellement, les Directeurs Généraux ; il propose à l'Assemblée Générale leur révocation et fixe leur rémunération.

Il convoque l'Assemblée Générale des actionnaires, à défaut de convocation par le Directoire.

Il donne au Directoire les autorisations préalables à la conclusion des opérations visées à l'article 17 ci-dessus.

Il autorise les conventions visées à l'article 22 ci-après.

A toute époque de l'année, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

Il présente à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des actionnaires ses observations sur le rapport du Directoire, ainsi que sur les comptes de l'exercice.

Le déplacement du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe peut être décidé par le Conseil de surveillance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Le Conseil de surveillance peut conférer, à un ou plusieurs de ses membres, tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 21 - REMUNERATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

L'Assemblée Générale peut allouer aux membres du Conseil de surveillance une somme fixe annuelle à titre de jetons de présence, dont le montant est porté aux frais généraux de la Société.

Le Conseil de surveillance répartit librement cette rémunération entre ses membres. Il peut, en outre, allouer à certains de ses membres des rémunérations exceptionnelles pour des missions ou des mandats à eux confiés.

La rémunération du Président et du Vice-Président est fixée par le Conseil.

ARTICLE 22 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN MEMBRE DU DIRECTOIRE OU DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Toute convention, à l'exception de celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenant entre la Société et l'un des membres du Directoire ou du Conseil de surveillance, soit directement ou indirectement, soit par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil de surveillance.

Il en est de même pour les conventions entre la Société et une autre entreprise, si l'un des membres du Directoire ou du Conseil de surveillance de la Société est propriétaire, associé en nom, gérant, administrateur, directeur général ou membre du directoire ou du conseil de surveillance de l'entreprise.

ARTICLE 23 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est effectué par un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires, nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires au comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

ARTICLE 24 - ASSEMBLEES GENERALES

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales ordinaires, extraordinaires ou spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les assemblées générales extraordinaires.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

ARTICLE 25 - CONVOCATION ET REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées soit par le Directoire ou, à défaut, par le Conseil de surveillance ou par les Commissaires aux comptes, soit par un mandataire désigné en justice dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est faite quinze jours avant la date de l'assemblée soit par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire. Dans le premier cas, chacun d'eux doit également être convoqué par lettre simple ou, sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée.

Lorsqu'une assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première assemblée. L'avis ou les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première. En cas d'ajournement de l'assemblée par décision de justice, le juge peut fixer un délai différent.

Les avis et lettres de convocation doivent mentionner les indications prévues par la loi.

ARTICLE 26 - ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toute circonstance, révoquer un ou plusieurs membres du Conseil de surveillance et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 27 - ACCES AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

1 - Tout actionnaire a le droit de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits en compte à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion.

2 - Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient actionnaires ou non.

3 - Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société selon les conditions fixées par la loi et les règlements ; ce formulaire doit parvenir à la Société UN mois avant la date de l'Assemblée pour être pris en compte.

ARTICLE 28 - FEUILLE DE PRESENCE - BUREAU - PROCES-VERBAUX

1 - Une feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

2 - Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil de surveillance ou, en son absence, par le Vice-Président du Conseil de surveillance ou par un membre du Conseil spécialement délégué à cet effet par le Conseil. A défaut, l'Assemblée désigne elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptants, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé, désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

ARTICLE 29 - QUORUM - VOTE

1 - Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, sauf dans les assemblées spéciales où il est calculé sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

En cas de vote par correspondance, il ne sera tenu compte, pour le calcul du quorum, que des formulaires dûment complétés et reçus trois jours au moins avant la date de l'Assemblée.

2 - Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elle représente. A égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée. Les actionnaires peuvent aussi voter par correspondance.

ARTICLE 30 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois l'an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

ARTICLE 31 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions ; elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

ARTICLE 32 - ASSEMBLEES SPECIALES

S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une Assemblée Générale Extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une Assemblée Spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Les Assemblées Spéciales sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les Assemblées Générales Extraordinaires sous réserve des dispositions particulières applicables aux Assemblées de titulaires d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

ARTICLE 33 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de statuer en toute connaissance de cause sur la gestion et la marche de la Société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

ARTICLE 34 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier septembre et finit le trente et un août de chaque année.

ARTICLE 35 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Directoire dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Directoire établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

ARTICLE 36 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux. L'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, inscrites sur un compte spécial, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 37 - PAIEMENT DES DIVIDENDES

L'Assemblée Générale peut accorder aux actionnaires pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale, ou à défaut par le Directoire.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 38 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Directoire est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés anonymes, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 39 - TRANSFORMATION

La Société peut se transformer en société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les actionnaires le bilan de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés qui acceptent d'être commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

ARTICLE 40 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Sous réserve des cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'Assemblée Générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société, soit par décision judiciaire à la demande d'un tiers, soit par déclaration au greffe du Tribunal de commerce faite par l'actionnaire unique, entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

ARTICLE 41 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les actionnaires ou les membres du Conseil de surveillance ou du Directoire, soit entre les actionnaires eux-mêmes, concernant les affaires sociales, seront soumises à l'arbitrage du Président du Conseil régional de l'Ordre dont relève la société ou tout membre de ce Conseil désigné par lui.